

ben, vor, das Anliegen in einen Prüfungsauftrag umzuwandeln. Dann kann man das in das Gesamtpaket einpacken. Ich ersuche Sie, diesen Überlegungen der Kommission zu folgen.

Präsident (Inderkum Hansheiri, erster Vizepräsident): Könnte sich der Bundesrat allenfalls dem Antrag der Kommission anschliessen, Frau Bundesrätin?

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Schon aus pragmatischen Gründen schliesse ich mich diesem Antrag an, aber auch aus Überzeugung. Ich denke, es ist auch richtig, weil wir ohnehin daran sind. Wir haben ja auch die Motion Schweiger 06.3170 zur Kinderpornografie, bei der wir auch dabei sind, sie in diesem Sinne aufzuarbeiten. Wir haben daneben zwei Teile des Strafgesetzbuches, den Allgemeinen Teil und den Besonderen Teil, zu denen wir auch Vorschläge machen, und damit ist der ganze Bereich offen. Ich bin sehr froh, wenn Sie das als Prüfungsauftrag überweisen und nicht als Motion.

Angenommen – Adopté

10.3097

Postulat RK-SR. Ermittlung von Internetstraftätern

Postulat CAJ-CE. Identification des auteurs d'actes de cybercriminalité

Einreichungsdatum 09.03.10
Date de dépôt 09.03.10

Ständerat/Conseil des Etats 10.06.10

Präsident (Inderkum Hansheiri, erster Vizepräsident): Der Bundesrat beantragt die Annahme des Postulates.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Nous avons traité en commission de la motion Glanzmann 07.3627 qui s'intéressait à l'identification des possesseurs de cartes d'accès sans fil à prépaiement. Nous nous sommes rendu compte que cela partait d'une bonne intention, mais que l'angle d'attaque était beaucoup trop étroit. C'est la raison pour laquelle il nous a semblé qu'il fallait plutôt passer par une proposition plus large et nous avons donc déposé ce postulat, qui demande un rapport sur la ou les stratégies possibles pouvant permettre d'identifier, de manière générale, les auteurs d'actes de cybercriminalité. Evidemment, le grand problème réside dans l'anonymat qu'offrent par exemple les cybercafés, où toutes sortes de possibilités existent d'avoir des écrans informatiques, si je puis dire, qui masquent la provenance des auteurs des actes de cybercriminalité.

Cette question est évidemment délicate, parce que la protection de la personnalité doit aussi trouver sa place. Il ne faut pas aller trop loin, ne pas lever trop facilement non plus les barrières qu'Internet offre aux personnes, parce qu'elles ont aussi parfois un effet protecteur utile. Pourtant, dans le cas de la cybercriminalité et notamment de la cyberpédophilie, la police doit garder la possibilité, avec des motifs dûment validés par un juge, d'aller au-delà. Je trouve que la réponse que le Conseil fédéral nous a donnée est tout à fait adéquate à cet égard.

Angenommen – Adopté

10.3263

Postulat Savary Géraldine. Braucht die Schweiz ein Gesetz gegen das illegale Herunterladen von Musik?

Postulat Savary Géraldine. La Suisse a-t-elle besoin d'une loi contre le téléchargement illégal de musique?

Einreichungsdatum 19.03.10
Date de dépôt 19.03.10

Ständerat/Conseil des Etats 10.06.10

Präsident (Inderkum Hansheiri, erster Vizepräsident): Der Bundesrat beantragt die Ablehnung des Postulates.

Savary Géraldine (S, VD): Je déclare d'abord mes – modestes – intérêts: je suis présidente de la Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles en Suisse romande; c'est une fondation publique qui aide les jeunes musiciens à se lancer et à exister sur la scène musicale en Suisse.

En Suisse justement – peut-être qu'on ne le sait pas tous; en tout cas on n'a pas toujours le temps de sortir le soir dans les festivals –, la scène musicale est très vivante. Depuis 2006, date à partir de laquelle on répertorie les musiciens en Suisse, on compte 13 600 groupes de musique helvétiques, des groupes appréciés. Ce ne sont plus des groupes qui rassemblent dix spectateurs dans des fonds de salle de restaurant, mais bien des groupes qui existent sur la scène musicale, non seulement en Suisse, mais aussi hors de nos frontières. Cette vitalité a aussi un impact sur l'économie de notre pays, sur son image et, de manière générale, sur sa bonne forme.

Parallèlement à cette éclosion de groupes musicaux, le marché helvétique du disque s'est brutalement contracté: 12 millions de disques de moins vendus entre 2000 et 2008! 50 pour cent du marché du disque, au fond, a disparu. Vous avez d'un côté une scène extrêmement vivante et puis, de l'autre, une production discographique qui s'effondre de façon assez brutale.

Cette contraction s'explique entre autres par l'évolution technologique. Il y a sans doute encore d'autres raisons, mais une des raisons de cette transformation du secteur, c'est l'évolution technologique. Bien sûr, les gens achètent moins de disques – on le fait tous! –, et puis on va se fournir plutôt sur Internet. C'est une évolution que je ne critique pas, que je ne condamne pas non plus; c'est sans doute très sain de pouvoir aller dans ce sens. Mais comme tout nouveau marché, il doit être régulé. En tout cas, on doit se demander si ce marché doit être régulé ou non pour bien fonctionner. On sait qu'un marché qui fonctionne bien est un marché qui est soumis à des règles.

Pour mémoire, si, sur ce nouveau marché de la musique, la vente de disques s'est effondrée, le prix des concerts a, lui, explosé. Cela veut dire que le consommateur paie en définitive la facture en réglant un prix beaucoup plus élevé de ses billets d'entrée aux concerts.

Concernant le téléchargement légal, il ne compense absolument pas la baisse des recettes provenant de la vente de disques. Donc c'est quand même un dossier dont les politiques et les politiciens de ce pays doivent se saisir: le téléchargement illégal existe; qu'est-ce qu'on en fait? comment réagir? est-ce que, oui ou non, il faut réagir? Il faut savoir que le téléchargement illégal passe par des sites qui sont parfois – je ne dis pas chaque fois – liés à des organisations criminelles qui piratent des morceaux de musique, les offrent

gratuitement aux internautes – c'est tout à fait condamnable – et qui font bien sûr de la publicité et encaissent des rentrées publicitaires. Ce sont des organisations professionnelles tout à fait illégales.

En Suisse, la loi sur le droit d'auteur règle une toute petite partie du problème. Il est vrai que cette loi est toute jeune. Elle condamne l'existence de sites qui proposent du piratage, mais elle ne condamne pas l'utilisateur qui télécharge illégalement des musiques. Et c'est une distinction qui me paraît un peu étrange. C'est comme s'il y avait devant la Place fédérale un camion rempli de télévisions volées dans lequel on puisse se servir sans être condamné! C'est une forme de marché noir. Le mot est peut-être un peu fort, mais c'est tout de même une forme de pratique qui est tout à fait illégale et sur laquelle on doit se pencher, à défaut de savoir quoi faire.

La plupart des pays ont réfléchi à ces questions. La France a un système très critiqué; le Canada vient d'adopter une loi extrêmement rigide, très dure, qui fonctionne; il en va de même pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Il y a donc quand même une discussion au niveau européen, au niveau international, pour essayer de condamner ces pratiques, en tout cas les pratiques des sites de piratage, qui sont parfois liées au crime organisé, afin de faire en sorte que le client, le consommateur, s'y retrouve quand même. Et cette question n'est pas facile à trancher.

Plusieurs systèmes pourraient être étudiés: un système qui prévoit une sanction contre le consommateur – c'est le système français, qui a plus d'inconvénients sans doute que d'avantages; un système de licence globale, qui permettrait de faire payer aux internautes un supplément quand ils utilisent les sites Internet; un système où les fournisseurs d'accès Internet pourraient aussi payer une taxe pour compenser les pertes liées au piratage; et puis des procédures un peu plus douces, intitulées «notice and take down» – je le cite tel quel, parce que cela existe dans les réflexions menées aujourd'hui –, lesquelles s'adressent à l'intermédiaire, au fournisseur d'accès, en lui disant qu'il est dans l'illégalité et qu'en définitive il est responsable d'agir et de supprimer le piratage et l'illégalité.

Bref, il y a une palette d'actions possibles; toutes ne sont pas parfaites; elles ont leurs qualités et leurs défauts. Pour ma part, je n'ai pas de réponse, Madame la conseillère fédérale, je n'ai pas de système parfait à vous proposer. Je ne me situe pas dans cette démarche-là; je me place vraiment dans la démarche du postulat. Je souhaite un rapport sur la question pour anticiper les problèmes, parce que ce problème-là se posera dans les prochaines années. Je souhaite qu'on fasse le bilan des mesures qui sont actuellement proposées, afin de voir si celles-ci sont bonnes ou mauvaises; je souhaite qu'on étudie la faisabilité économique pour le secteur de la musique, pour les citoyennes et les citoyens, parce que la population – et en particulier les consommateurs – ne devrait pas être trop touchée par ce type de démarche, si démarche il y a.

Bref, il faut une étude, un rapport sur la manière dont le politique pourrait réguler ce système sans que cela défavorise les consommateurs. Ma préoccupation essentielle est de faire en sorte que les artistes, et les artistes suisses en particulier, puissent continuer à pratiquer leur art dans le pays. Une musique, une chanson, c'est du travail, donc tout travail mérite salaire, et tout internaute doit reconnaître que cela mérite aussi une rémunération.

Contrairement à ce que propose le Conseil fédéral, je vous propose d'adopter mon postulat. Je répète que je n'ai pas de modèle préétabli et que je demande simplement de rédiger un rapport sur l'état de la situation. Si l'on me dit, une fois le rapport rédigé, qu'on ne peut rien faire, que c'est impossible parce que les choses seraient trop compliquées, ce sera en toute connaissance de cause.

Si l'on veut anticiper les problèmes, je vous demande donc d'accepter ce postulat qui vise à inviter le Conseil fédéral à nous présenter un état de la situation.

David Eugen (CEg, SG): Ich möchte das Postulat unserer Kollegin Géraldine Savary unterstützen. Ich habe gelesen, was der Bundesrat in seiner Antwort bzw., in concreto, was das Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum schreibt. Ich bin von dieser Antwort überhaupt nicht befriedigt; das muss ich hier sagen. Das Institut schreibt, wir hätten eine Revision gehabt; das stimmt, ich war auch daran beteiligt. Wir haben dieses Thema in den Jahren 2006 und 2007 diskutiert, und wir haben Lösungen gesucht. Wir sind damals sicher noch nicht fündig geworden; das stimmt, das steht auch in der Antwort. Inzwischen hat sich die elektronische Gratisnutzung, insbesondere die Musiknutzung, noch einmal explosionsartig ausgeweitet; sie wird in vielen Bereichen praktisch zur Selbstverständlichkeit. Das hat jetzt zahlreiche Staaten veranlasst, aktiv zu werden und dem Urheberrecht wieder seinen Raum zu geben. Es ist ganz klar: Die jetzigen elektronischen Nutzungsmöglichkeiten, insbesondere jene über das Internet, untergraben das Urheberrecht, und sie beseitigen es am Schluss. Das kann ja nicht unser Interesse sein. Ich teile deshalb die Meinung von Kollegin Savary.

Was ist der Sinn des Urheberrechts? Wir haben eine Rechtsordnung, mit der wir sagen, der Künstler solle für die Wertschöpfung, die er erarbeitet hat, von denjenigen, die sie nutzen, bezahlt werden – nur von denjenigen, die sie nutzen, nicht von der Allgemeinheit. Wir haben keine Subventionsordnung, wie sie früher in den Königreichen für die Künstler bestand, sondern wir sagen: Sie sollen von ihren Werken leben können. Darum hat man auch einen Rechtsanspruch geschaffen; das ist eine napoleonische Errungenschaft, und die ist meiner Meinung nach für das künstlerische Schaffen heute noch zentral. Wenn wir diese untergraben, werden wir erleben, dass eben auch die Wertschöpfung, das künstlerische Arbeiten, in der Schweiz zurückgeht. Also hat die Schweiz als Wirtschaftsstandort und als Standort von Kunstschaffen ein hohes Interesse daran, dass dieser Schutz in unserem Lande funktioniert und auch im Gleichschritt mit den anderen Ländern weiterentwickelt wird; Frau Savary hat die Länder aufgezählt, die schon vieles gemacht haben. Das ist in Entwicklung, das ist im Fluss. Man hat vielleicht noch nicht die Patentlösung gefunden, wie man mit den Problemen der globalen Gratisnutzung über das Internet umgehen soll, aber die Schritte sind überall eingeleitet.

Da schreibt das Institut für Geistiges Eigentum – der Bundesrat hat sich dem, nehme ich an, in der Antwort dann angeschlossen –, dass das genüge, was wir seit 2008 haben. Man müsse hier nichts machen und der einzelne Musiker solle gegen die Plattformhaber Klagen und Prozesse loslassen müssen. Das wird hier empfohlen. Man kann sagen, dass das theoretisch sicher Lösungsansätze sind. Aber alle, die mit dem Urheberrecht zu tun haben, wissen, dass ein Musiker, der ohnehin nicht auf Rosen gebettet ist, von sich aus hier nicht gegen Internetbetreiber Prozesse loslassen kann, wenn er feststellt, dass irgendwo Gratisnutzungen stattfinden. Hinzu kommt, dass das auch ein internationales Phänomen ist. Wenn es nur ein Prozess in seiner Stadt oder an seinem Wohnort usw. wäre, könnte man darüber noch reden. Das sind Dinge, die theoretisch gut sind, in Amtsstuben gut tönen, aber in der praktischen Lebenswelt und auch in der Welt der Kunst – hier geht es insbesondere und vor allem auch um die Komponisten – überhaupt nichts nützen.

Ich muss sagen, dass ich enttäuscht bin, dass das Institut für Geistiges Eigentum, das eigentlich den Auftrag hat, das Kunstschaffen zu schützen und das Urheberrecht zu verteidigen, einfach sagt, es gebe genügend Möglichkeiten, um dem Problem zu begegnen. Wir wissen doch alle, dass das nicht so ist. Es erstaunt mich deshalb, dass es die Arbeit nicht an die Hand nehmen will. Natürlich ist damit Arbeit verbunden; man muss aufarbeiten, was in den anderen Ländern gemacht wurde. Doch wir Parlamentarier, vor allem diejenigen, die sich für das Kunstschaffen interessieren, haben auch ein gewisses Recht darauf, zu wissen, was gemacht wurde, um das Problem zu lösen, wie sich die Dinge weiterentwickeln und wie die Schweiz für ihren Bereich eine Verbesserung erzielen kann.

Ich bitte Sie, das Anliegen von Frau Savary zu unterstützen und dieses Postulat anzunehmen.

Lombardi Filippo (CEg, TI): Ich schliesse mich dem Votum von Kollege David an und stimme dem Postulat ebenfalls zu. Frau Savary hat zu Recht darauf hingewiesen, dass Konzerte viel teurer geworden sind, weil die Quellen elektronischer Benutzung schwer fassbar sind. Das ist ein Problem, allerdings nicht das einzige. Der Umstand, dass die Quellen der individuellen Nutzung im Web nicht oder nur schwer fassbar sind, hat die Verwertungsgesellschaften dazu gebracht, in den Medien, also in Radio und Fernsehen, vermehrt eine Cashcow zu sehen.

Unser Parlament hat vor einigen Jahren einer Änderung des Radio- und Fernsehgesetzes mit einer Erhöhung der Gebührenanteile zugestimmt – es sind nur 4 Prozent, aber immerhin –, die für Lokalradios oder Regionalfernsehen bestimmt sind. Darauf hin sind natürlich die Verwertungsgesellschaften gekommen und haben gesagt, sie wollten auch einen Anteil dieser Gebühren. Nun ist bezüglich dieser Gebühren ein Seilziehen im Gang.

Wenn man vom Prinzip ausgeht, dass die Künstler regelkonform entschädigt werden sollen, soll man versuchen, die Entschädigungen überall zu sichern und nicht nur dort, wo es relativ einfach ist, nämlich bei Konzerten und bei den Medien. Ich wäre schon dafür, dass man darüber berichtet, wie man solche Gebühren für Urheberrechte gerechter verteilen kann, damit einerseits die Urheber richtig behandelt, andererseits aber wegen dieser Entlohnung nicht besondere Kategorien zu stark zur Kasse gebeten werden.

Recordon Luc (G, VD): Pour ma part, comme le Conseil fédéral, je pense que, lors de la dernière révision de la loi sur le droit d'auteur, nous avons bien fait de ne pas nous en prendre au téléchargement sur Internet de manière à le restreindre ou à tenter de le restreindre. Je pense aussi, comme cela a été dit par l'auteur du postulat, que la loi Hadopi peut se révéler fort critiquable: elle est probablement inapplicable, du moins dans ses objectifs les plus importants, et elle est par ailleurs extrêmement malheureuse dans son principe, notamment par la criminalisation d'activités finalement assez bénignes.

Tout à l'heure, la commission vous a proposé, et vous l'avez accepté, un postulat luttant contre la cybercriminalité. Alors franchement, concentrons-nous sur les problèmes de cybercriminalité comme ceux de la pédophilie ou de l'escroquerie à une grande échelle. Cela me paraît quand même plus important!

Ce qui se passe ici, c'est en réalité un phénomène de mauvais ajustement, d'inadéquation entre, d'une part la vie moderne, les échanges et la communication actuels et, d'autre part, les besoins de juste rémunération, il est vrai, des auteurs et interprètes de musique. Je crois que nous nous heurtons à une certaine obsolescence du droit d'auteur qui n'est plus franchement adapté. Comme l'a dit Monsieur Lombardi tout à l'heure, il y a le problème de la répartition, mais il y a aussi tout simplement le problème de l'identification des bénéficiaires, qui devient à peu près impossible, sauf à monter ce que de nos jours on est appelé à appeler en français une usine à gaz, c'est-à-dire un système exagérément compliqué qui devient difficile à contrôler.

Vous pourriez penser qu'avec tous ces arguments, je vais vous proposer de rejeter le postulat. Pas du tout! Je vais vous proposer également de l'adopter, mais non pas de l'adopter au sens premier du terme de la lutte contre le téléchargement illégal de musique, mais dans le sens de la lutte contre les conséquences négatives du téléchargement illégal. Et je pense que la manière de lutter là-contre consiste à faire en sorte que ce téléchargement ne soit plus illégal, qu'il devienne licite et qu'on trouve une autre manière, équitable, de rémunérer les auteurs et interprètes de musique.

Est-ce que cela ne pourrait pas prendre – je me permets de lancer cela comme une simple piste – la forme, par exemple, d'une surtaxe sur la vente des appareils physiques, voire de certains logiciels, dont on penserait qu'ils sont utiles aux

gens qui téléchargent de la musique et à partir desquels on créerait une manne suffisante pour une redistribution qui compenserait les pertes, il est vrai assez sévères, que le téléchargement illégal représente?

Gutzwiller Felix (RL, ZH): Ich möchte nur noch in zwei Sätzen das unterstreichen, was die Kollegen gesagt haben. Ich glaube, es geht hier um einen Prüfungsauftrag. Das scheint mir vernünftig zu sein, weil man trotz der Stellungnahme des Bundesrates feststellen muss, dass in der virtuellen Welt, auf die wir immer mehr zugehen, zwei grundsätzlich unterschiedliche Interessenpole bestehen. Die eine Haltung ist: Gratisnutzung von allem für alle; die andere Haltung ist: Es sollte ein gewisser Schutz für diejenigen bestehen, die geistig produzieren. Ich glaube wirklich; es ist richtig, dass man besser klärt, wie dieses Verhältnis zu sein hat. Es sollen nicht kartellistische Renten für irgendwelche grossen Produzenten sein. Es gibt aber nicht nur die Grossverdiener. Es gibt experimentelle Musik; es gibt Komponisten, die nur kleinen Klientelen dienen. Hier braucht es einen gewissen Schutz. Es scheint mir nützlich zu sein, die Frage der Gratwanderung zwischen der Forderung «Alles gratis für alle Nutzer und Nutzerinnen» auf der einen und dem Recht des geistigen Eigentums auf der anderen Seite besser zu klären. Deshalb ist der Prüfungsauftrag, den das Postulat beinhaltet, adäquat.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Ich muss heute leider meiner sehr geschätzten Kollegin Savary widersprechen. Ich möchte Sie bitten, dieses Postulat abzulehnen, und zwar aus folgenden Gründen: Wie der Bundesrat geschrieben hat, wurde das Urheberrechtsgesetz 2008 in Kraft gesetzt. Es wurde nach langen, nach intensiven Diskussionen zu diesen Fragen in Kraft gesetzt, und ich habe nicht festgestellt, dass heute neue Fragen aufgeworfen worden wären. Ich habe auch nicht festgestellt, dass sich seit dem 1. Juli 2008 in diesen Bereichen irgendetwas grundsätzlich verändert hätte. Von daher muss ich einmal davon ausgehen, dass die Präliminarien der letzten Gesetzesrevision nach wie vor gültig sind. Dort wurde eben geklärt, dass das Herunterladen von Musik und von Filmen nicht illegal ist; dies einfach, damit das vielleicht noch einmal gesagt ist. Deshalb ist auch der Titel dieses Postulates – ich muss das leider sagen – einfach falsch. Er entspricht nicht dem, was wir 2008 nach langem Ringen, nach intensivem Ringen gemeinsam im Gesetz festgehalten haben. Die Fronten waren immer wieder genau so, wie es heute auch erwähnt wurde: auf der einen Seite das Bemühen, dass die Urheber für ihre Rechte gerecht abgegolten werden; damit bin ich vollumfänglich einverstanden. Aber auf der anderen Seite sollen die Konsumenten dieser Produkte, wenn man so sagen darf, nicht bestraft werden für etwas, was eben gar nicht illegal ist.

Jetzt muss man einfach sehen – das wurde heute von niemandem erwähnt –: Es gibt ja heute ein Entgelt für das legale Herunterladen und Kopieren von Musik und von Filmen. Es gibt diese Urheberrechtsvergütung oder Urheberrechtsabgabe auf Handys. Das wird von den Konsumenten bezahlt, und damit ist auch ein Entgelt geleistet, um nachher eben diese Produkte herunterladen zu dürfen. Von daher ist das auch nicht illegal. Wir haben uns damals darin gefunden, dass diese Regelung sinnvoller sei, dass sie effizienter und besser umsetzbar sei.

Jetzt müssen wir einfach wissen: Aufgrund dieser Urheberrechtsvergütungen kommt ziemlich viel Geld zusammen. Statt jetzt plötzlich wieder zurückzugehen, muss unser Ziel doch sein, dafür zu sorgen, dass dieses Geld tatsächlich den Künstlerinnen und Künstlern zugutekommt. Da muss ich Ihnen einfach sagen, dass noch ziemlich viel von diesem Geld dazwischen herausgenommen wird. Wenn Sie sich um die Künstlerinnen und Künstler kümmern wollen, dann sorgen Sie dafür, dass dieses Geld nicht in den Verwertungsgesellschaften bleibt. Das muss das Ziel sein. Aber wenn Sie jetzt wieder auf Feld eins zurückgehen und sagen wollen: «Wir bestrafen jeden Konsumenten und jede Konsumentin und versuchen ihnen auf die Schliche zu kommen, wenn sie

ein Musikstück herunterladen», dann muss ich Ihnen sagen, dass das nicht funktioniert. Wir haben das diskutiert. Was im französischen Gesetz vorgestellt wird, ist wirklich total absurd. Sie müssten einen Polizisten hinter jeden Konsumenten und jede Konsumentin stellen, der dann schaut, ob sie irgendetwas herunterladen.

Ich bitte Sie schon, entweder bei der Urheberrechtsabgabe zu bleiben und dafür zu sorgen, dass diese den Künstlern und den Produzenten zugutekommt und nicht bei irgendwelchen Gesellschaften hängenbleibt. Dafür ist dieses Postulat nicht vorgesehen. Wenn man aber die Urheberrechtsabgabe jetzt wieder infrage stellen, auf Feld eins zurückgehen und verlangen will, dass man für jedes Musikstück bezahlen und damit die Konsumenten kontrollieren muss – wir haben keine Lösung gefunden, wie man das machen könnte –, dann bitte ich Sie, bei der jetzigen Lösung zu bleiben. Ich bitte Sie mitzuhelfen, dass das Geld, wie ich bereits gesagt habe, tatsächlich den Künstlerinnen und Künstlern zugutekommt.

Sie haben jetzt ein Postulat eingebracht, Frau Savary, und sagen: Ich habe keine Lösung, aber bitte klären Sie noch einmal alles ab. Ich hätte von einem Postulat einfach erwartet, dass man darin entweder sagt, was sich grundlegend geändert hat und deshalb noch einmal angeschaut werden sollte, oder dass man neue Lösungen präsentiert, zu denen man sagen kann: Okay, daran haben wir damals nicht gedacht; wir schauen es uns deshalb noch einmal an. Ich sehe keine neuen Lösungen, ich sehe keine veränderte Situation. Ich bitte Sie, beim Urheberrechtsgesetz zu bleiben und keinen Papiertiger zu produzieren.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Dass das Problem existiert, ist unbestritten. Die Lösungen sind nicht ganz einfach. Wir haben auch nicht einfach nichts gemacht. Ich möchte Ihnen im Sinne einer Zwischenbilanz sagen, wo wir stehen, was nach unserer Auffassung möglich ist und was nicht.

Richtig ist die Feststellung, dass der Markteinbruch gross ist. In den letzten fünf Jahren ist dieser Markt um 30 Prozent geschrumpft; der Markteinbruch ist also enorm. Eines der Hauptprobleme ist das Filesharing, das ist unbestritten. In Frankreich hat man es mit der «Loi Hadopi» versucht, der Schaffung einer «Haute Autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur internet»; diese Massnahme ist hier erwähnt worden. Man hat dann aber gesehen, dass die Umsetzung doch relativ schwierig und auch nicht ganz zielführend sein könnte; die Praktikabilität ist zu hinterfragen, auch die Fragen der richterlichen Überprüfung, der Notwendigkeit und der Betriebskosten, die enorm hoch wären, sind offen. Es stellt sich hier gemäss Auskunft offensichtlich die Frage, ob die Relation von Aufwand und Nutzen ausgewogen ist.

Es ist auch überprüft worden, ob ein Internetfilter eine Lösungsmöglichkeit sein könnte. Solche Internetfilter gibt es; das ist eine neue Technologie, die aber auch dazu führt, dass die Datenübertragung sehr stark verlangsamt wird, was wiederum bei Unternehmen zu Schwierigkeiten führen würde, sodass man dort wieder ein Problem hätte. Es gäbe weiter die Möglichkeit einer Flatrate, einer Globallizenzvergütung auf Mobiltelefonen; man könnte sich einen Systemwechsel vom traditionellen Urheberrechtssystem, das wir heute haben, zu einer Vergütungslösung überlegen, was aber mit internationalen Verpflichtungen nicht vereinbar wäre. Frau Ständerätin Sommaruga hat erwähnt, dass die Vergütung auf Mobiltelefonen demnächst Realität werden wird; mindestens gehen wir davon aus. Die Verwertungsgesellschaften haben der Eidgenössischen Schiedskommission für die Verwertung von Urheberrechten und verwandten Schutzrechten den Tarif 4e zur Prüfung und Genehmigung unterbreitet. Das würde also heissen, dass auf Mobiltelefonen dann eine solche Vergütung bezahlt werden müsste. Sie haben schon einmal eine intensive Debatte zu diesen Fragen geführt. Sie haben dort alles abgelehnt, was den Privatgebrauch einschränken würde. Sie wollten auch nicht einfach alle Konsumentinnen und Konsumenten mit einer umfassenden Massnahme kriminalisieren. Das waren Entschei-

de, die man im Hinblick auf die Teilrevision des Urheberrechtsgesetzes, die Mitte 2008 in Kraft getreten ist, ja diskutiert und gefällt hat.

Herr David hat gesagt, dass der Hinweis, dass das Urheberrecht dem Urheber die Möglichkeit gibt, gegen Anbieter und auch gegen Betreiber von Filesharing-Plattformen vorzugehen, eine theoretische Möglichkeit sei. Bei Musikern sei das praktisch nicht durchsetzbar, auch weil die Musiker ja in der Regel nicht die Mittel dazu haben, gegen Plattformbetreiber vorzugehen. Das ist seine Begründung. Es ist in der Vielzahl der Fälle wahrscheinlich tatsächlich eine Schwierigkeit, dass das Vorgehen gegen Plattformbetreiber nicht ganz einfach sein dürfte. Trotzdem sehe ich im Moment einfach keine andere Möglichkeit, keinen anderen pragmatischen Weg, als über das Urheberrecht vorzugehen und auf diese Weise eine Lösung zu suchen.

Dann geht es natürlich auch um die Mittel, die eingehen. Es sind unter diesem Titel doch erheblich mehr Mittel eingegangen. Laut dem Branchenverband IFPI sind die Einnahmen aus der Online-Verwertung von Musik in den letzten sechs Jahren von 20 Millionen Dollar auf 4,2 Milliarden Dollar angestiegen und machen nun 27 Prozent der Einnahmen aus. Irgendwo liegt ja dieses Geld dann, und eigentlich sollte es bei den Urhebern liegen und nicht bei den Verwertungsgesellschaften. Wir haben Ihnen ja bereits einmal Zahlen dazu aufgearbeitet – ich weiss nicht mehr, in welchem Zusammenhang das war –, wie viele Mittel bei den Verwertungsgesellschaften liegenbleiben. Hier muss man einfach die Frage noch einmal stellen.

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Postulates ... 15 Stimmen

Dagegen ... 11 Stimmen

10.3090

Interpellation Recordon Luc. Direkter Zugriff der Einwohnerkontrollen auf das elektronische Personenstandsregister Infostar

Interpellation Recordon Luc. Accès direct des préposés au contrôle des habitants au registre informatisé de l'état civil Infostar

Einreichungsdatum 11.03.10

Date de dépôt 11.03.10

Ständerat/Conseil des Etats 10.06.10

Präsident (Inderkum Hansheiri, erster Vizepräsident): Der Interpellant beantragt keine Diskussion. – Damit ist das Geschäft erledigt.